

Portugal

Ce rapport ne donne pas une description exhaustive de tous les programmes, projets et actions qui sont mis en œuvre sur le territoire national dans le cadre de la Convention ou qui peuvent y être intégrés. Il se contente de mentionner plusieurs exemples importants en raison de leur créativité, de leur caractère innovant et de leurs résultats distinctifs.

La ratification de la Convention de 2005 de l'UNESCO n'a pas suscité immédiatement des initiatives spécifiquement destinées à encourager son exécution au niveau national, régional ou local. Toutefois, les principales lignes directrices sur lesquelles repose la politique publique portugaise reconnaissent que les valeurs de la Convention sont d'importance fondamentale pour le Portugal. Pour cette raison, et aussi à cause de la situation internationale actuelle, plusieurs mesures clés ont été prises ces dernières années et ont contribué dans une certaine mesure à promouvoir les buts de la Convention ; différentes entités ont par ailleurs élaboré dans divers domaines et contextes des initiatives dont les objectifs entrent dans le cadre de la Convention.

Il est par conséquent difficile d'évaluer les résultats de la mise en œuvre de la Convention, d'autant plus qu'il s'agit d'un instrument relativement récent et que nombre des initiatives qui ont été élaborées n'apparaissent pas comme étant des mesures ou politiques spécifiquement liées à la mise en œuvre de la Convention.

Nonobstant certaines différences d'évaluation entre les organismes publics et la société civile, il y a plusieurs questions qui sont communes et consensuelles : la nécessité d'un élargissement massif des publics, ainsi qu'une plus grande prise de conscience par le grand public de la diversité des expressions culturelles, ce qui garantirait une plus grande tolérance et une meilleure compréhension de différents langages et styles, et favoriserait son enrichissement culturel et le développement d'un esprit critique plus poussé, surtout chez les jeunes ; la nécessité d'encourager l'activité artistique en tant qu'instrument pour promouvoir le développement économique et la qualification, l'inclusion et la cohésion sociale : l'art est, en effet, de plus en plus lié à d'autres domaines tels que l'éducation, la science et la technologie, l'environnement et la planification territoriale, le tourisme et la solidarité sociale.

Quoiqu'il en soit, il existe un certain nombre de difficultés et de défis à relever, en premier lieu des contraintes financières majeures qui, à tous les niveaux, conditionnent la création, la production et la diffusion de la culture et de l'art. Ce sont toujours les premiers domaines à subir l'impact de la crise financière et de la réduction des ressources disponibles. Mais ce ne sont pas les seules difficultés : beaucoup de personnes estiment que le cadre d'action de la Convention n'est pas clair ; de nombreux organismes publics ont du mal à comprendre la Convention et si l'adhésion de la société civile peut sembler évidente au début, en pratique on s'aperçoit que cette adhésion ne s'est pas manifestée comme on l'espérait.

C'est peut-être pour cette raison que l'enjeu principal est d'obtenir une plus grande participation de la société civile et cela ne sera possible qu'en renforçant de façon significative la diffusion et la promotion de la Convention, ainsi que la présentation de bons exemples, d'études de cas positives, de bonnes pratiques. Il faut de même intensifier les efforts de sensibilisation des organismes publics : il est essentiel d'obtenir l'engagement des administrations publiques centrales vis-à-vis de la Convention, laquelle doit figurer parmi les priorités, être rappelée dans le cadre des négociations internationales et des questions nationales, et couvrir tous les domaines d'activité du gouvernement. Une collaboration forte et étroite entre les diverses entités est également indispensable, notamment le secteur public, le secteur privé, les autorités centrales, régionales et locales, l'administration publique et la société civile. La participation d'autres secteurs de la population est également nécessaire, en particulier les médias (participation qui doit être clarifiée en fonction des questions concernées), la communauté scientifique, les écoles et les universités.